

# LIMINAIRE

## CSAL du 30/09/2025

Monsieur le Président du CSAL,

Dans un contexte de perte de pouvoir d'achat, la question de la rémunération reste une préoccupation majeure des agents de la DDFIP 38. Les mesurette, comme les 3,5 % de revalorisation indiciaire en juillet 2023 ou la création en deux temps de 10 points d'ACF, ne compensent en rien des années de gel du point d'indice et de déclassement.

Le manque d'effectifs, conséquence de budgets contraints et du non-remplacement de l'ensemble des départs, alourdit constamment la charge de travail, génère un stress permanent et met en péril la qualité de notre travail.

Les réorganisations/restructurations qui se succèdent, imposées sans concertation réelle, suscitent de vives inquiétudes dans les services et un sentiment d'insécurité professionnelle chez les agents. Elles s'accompagnent trop souvent d'une déshumanisation des procédures, d'une charge administrative accrue et d'une perte de sens pour les agents.

Les résultats de l'Observatoire interne sont éloquent, sauf pour notre encadrement supérieur 38 % de collègues sont désabusés et 8 % en colère, 66 % de collègues pensent que nous n'allons pas dans le bon sens.

Pourtant, nous ne cessons de proposer et de manifester pour que cela change.

Nous savons pertinemment que les solutions ne viendront pas toutes du DDFIP de l'Isère, c'est pourquoi nous nous sommes à nouveau inscrits dans les mobilisations massives des 10 et 18 septembre, demandant à M. Macron de changer sa politique austéritaire, antisociale et écocide massivement rejetée par l'opinion. Cette obstination dans le déni de démocratie est irresponsable et doit cesser.

Grâce à nos grèves et à la pression populaire, le nouveau premier ministre ne parle plus de supprimer deux jours fériés et de signer les décrets de doublement des franchises médicales.

Mais le compte est loin d'être bon avec toujours la perspective d'une disette pour les salaires et des coupes sombres pour les services publics, l'aggravation des injustices, comme le maintien de la contre-réforme des retraites, pour ne citer que quelques exemples.

Arrêter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique et embaucher par concours à la hauteur de nos missions, retrouver le juste financement de nos services publics est tout à fait possible,

- notamment par l'arrêt du versement des 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises,
- notamment avec une vraie justice fiscale avec la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, le rétablissement de l'ISF, une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.

**Nous voulons que cela change.  
Il n'est plus temps de faire semblant !**